

LA TRIBUNE

Revalorisation : avis de gros temps dans la fonction publique



Négociations FO, le syndicat dirigé par Jean-Claude Mailly boycotte les négociations dans la fonction publique. Premier pas vers un conflit lourd?

Jean-Christophe Chanut | 16/05/2014, 14:15 - 735 mots

Après la journée de protestations du 15 mai, le syndicat des fonctionnaires FO refuse d'ouvrir une négociation sur la revalorisation des carrières dans la fonction publique le 19 mai.

D'autres organisations syndicales pourraient en faire autant. Risque de conflit?

Le syndicat FO a décidé de boycotter la première réunion de négociation sur les « *parcours professionnels, les carrières et les rémunérations des agents publics* » qui devait se tenir le 19 mai avec la ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu. Pis, il n'est pas exclu que d'autres organisations syndicales rejoignent FO dans ce mouvement.

Signe d'un réel malaise chez les fonctionnaires? Début d'une contestation plus vaste qui pourrait réellement inquiéter le gouvernement? Rien n'est moins sûr... pour l'instant. Mais une chose est certaine, le gouvernement va suivre de très près les éventuelles poussées de fièvre qui pourraient se produire dans la fonction publique.

Première alerte, la journée d'action des fonctionnaires du 15 mai. Certes, la mobilisation n'a pas été colossale malgré un appel à descendre dans la rue lancé par les huit syndicats de la fonction publique (CGT, CFDT, CFTC, FA-FP, FSU, Solidaires et Unsa, d'une part, et FO de son côté, d'autre part) pour protester contre le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017. Mais cette journée a quand même été significative d'un malaise..

Vers un boycott des négociations sur la revalorisation des carrières?

Deuxième alerte. FO refuse donc de se rendre le 19 mai à la première d'une série d'une vingtaine de réunions entre les organisations syndicales et le ministère de la Fonction publique. Cette négociation vise à simplifier et rendre plus cohérents les parcours professionnels de plus de 5 millions de fonctionnaires, en se fondant sur le rapport du [conseiller d'Etat Bernard Pêcheur](#) remis le 29 octobre 2013. Concrètement, il s'agira notamment de discuter d'une révision des grilles de salaires et des régimes indemnitaires des agents, qui ont enflé en trente ans, atteignant aujourd'hui quelque 1.700 régimes.

Pour la Fédération FO de la Fonction publique, il s'agit d'une « *mascarade* ».

"Ce que nous voulons c'est d'abord obtenir un accord salarial avant de parler des carrières », explique à La Tribune Christian Grolier, le secrétaire général de FO Fonction publique. « Il est évident qu'avec les 54 milliards d'euros d'économies dans les dépenses que veut réaliser en trois ans le gouvernement, il sera très difficile d'obtenir une revalorisation de la grille indiciaire ».

Troisième alerte potentielle, le syndicat FO pourrait être rejoint dans son mouvement de protestation par d'autres organisations syndicales à l'issue de la première réunion du 19 mai.

« Cela me paraîtrait logique » avance Christian Grolier, déjà le Premier ministre a refusé de recevoir les organisations syndicales avant le mouvement du 15 mai. Pour un gouvernement qui se targue de pratiquer le dialogue social, c'est surprenant . Ensuite, des organisations comme la CGT ou la FSU ont refusé, comme nous, d'adhérer au pacte de responsabilité qui est le pendant des 54 milliards d'euros d'économies demandées. Aussi si la ministre de la Fonction publique continue à ne rien vouloir lâcher, je ne vois pas très bien pourquoi ses organisations resteraient à la table des négociations ».

Christian Grolier n'a peut-être pas tort. . *"Ce que nous attendons le 19 mai, c'est l'annonce d'un rendez-vous salarial, [indiquait Bernadette Groison \(FSU\) le 15 mai au micro d'Acteurs publics TV](#). Dans les négociations qu'ouvre la ministre le 19 mai, ce rendez-vous salarial n'est pas prévu."* Façon sans doute de dire que la FSU pourrait en effet à son tour rapidement quitter la table des négociations si aucun geste salarial n'est accordé à terme.

Manuel Valls pour l'instant très ferme

Mais, pour l'instant, ni Manuel Valls ni Marylise Lebranchu ne semblent prêts à lâcher du lest. Les ministres tablent sur le fait, qu'en cette période de rigueur budgétaire pour tout le monde, un éventuel mouvement dans la fonction publique ne serait pas très populaire. Les fonctionnaires étant régulièrement montrés du doigt.

Certes, mais avec cette histoire la majorité en place pourrait se couper un peu plus de sa base électorale. D'autant plus que la future réforme territoriale menée au pas de charge par le Président de la République, avec la possible suppression des conseils généraux, commence aussi à agiter les esprits. « *Il y a un risque que des centaines de contractuels soient licenciés* », avance Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO. Pas très bon pour la courbe du chômage.

L'auteur



Jean-Christophe Chanut